

# LES BRETONS VEULENT VIVRE



(A.D.P.)

A Landivisiau (Finistère), les manifestants ont arrêté les trains.

**U**NE fois encore, la Bretagne occupe la première page des quotidiens. Cependant, il ne s'agit plus actuellement de « bataille de l'artichaut », de barrages de routes. Pourquoi cette répression de l'agitation ? Le mécontentement est né de la décision du gouvernement d'appliquer le 1<sup>er</sup> octobre une réforme du tarif de la S.N.C.F. Or, cette réforme qui a pour but de proportionner le tarif au coût réel de chaque ligne pénalise des départements de l'Ouest. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. D'autant que le gouvernement avait promis il y a tout juste un an de moderniser les chemins de fer bretons. Ainsi, non seulement les promesses du pouvoir n'ont pas été tenues (comme toujours), mais encore les mesures actuelles aggravent une situation économique déjà difficile.

En réalité, le problème tarif n'est qu'un aspect d'une question beaucoup plus générale : le sous-développement économique de la Bretagne préoccupant aujourd'hui tous les milieux économiques de la région. Dans ces conditions, l'unité la plus large n'a pas eu de mal à se réaliser, que ce soit dans les manifestations de Rosporden, Landivisiau, Plouaret, Guingamp, ou dans les réunions protestataires qui ont groupé plusieurs milliers de

manifestants à Quimper, Morlaix. Afin d'enrayer le malaise, le gouvernement est revenu sans tarder sur sa décision : la réforme des tarifs ne s'appliquera pas aux départements bretons, non plus qu'au Massif-Central et aux Basses-Alpes. Est-ce vraiment une victoire des manifestants ? Ce n'est pas si sûr que cela, car l'application de la réforme avantage de toute façon certaines régions et surtout les agriculteurs risquent de faire les frais de l'opération, si bien que le front uni des intérêts se trouve rompu de fait ; la reculade gouvernementale profitera aux grosses industries, elle désavantagera encore plus la paysannerie et le commerce.

Loin de nous de critiquer la large unanimité qui vient de se réaliser, mais il nous faut reconnaître qu'elle n'est pas sans ambiguïté. La lutte a été impulsée principalement par le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB), présidé par Pleven. Les animateurs du CELIB représentent davantage les milieux capitalistes que les intérêts des travailleurs des champs et des villes. D'autre part, l'agitation en milieu paysan n'est pas sans présenter quelques relents de dorgérisme. Finalement, la droite pourrait profiter beaucoup plus de la lutte présente que les milieux populaires. Il convient donc que la gauche — partis ou syndicats — s'unisse pour mettre sur pied un programme cohérent de réformes.

Quelques principes généraux apparaissent dès maintenant : réalisation d'équipements collectifs au profit des agriculteurs et des pêcheurs ; aide aux formes d'agriculture et de pêcheurs de groupe, implantation d'usines nouvelles, politique de l'emploi, développements des moyens de communications et des équipements socio-culturels. Tout cela impose de repenser la planification régionale qui doit être démocratisée par la participation authentique des syndicats. En même temps, les revendications ouvrières doivent être satisfaites, de façon que le pouvoir d'achat des masses s'accroisse. Sur le plan national, les Bretons doivent peser pour que la coordination du rail et de la route s'effectue au bénéfice des entreprises nationales.

En bref, nos camarades devront démontrer partout que le problème breton — qui prend des dimensions tragiques — n'est qu'un aspect particulier d'un ensemble général, celui de mener à bien une politique cohérente d'aménagement du territoire dans une perspective socialiste. Toute autre solution ne saurait être que démagogique et vouée rapidement à l'échec. C'est dire que la bataille politique ne peut être négligée.

J.-C. Barigel